

A PROPOS DE
la lettre collective
des évêques
espagnols

A PROPOS DE

la lettre collective

des évêques

espagnols

ÉDITÉ PAR L. A. E
Bureau 81 — 7, Boulevard Haussmann, Paris-9^e



Ayuntamiento de Madrid

Avant-Propos

Nous avons déjà écrit ces pages quand parut dans le journal basque *Euzko-Deya* un article où sont indiqués les motifs qu'a eus le cardinal Gomá de demander aux autres évêques de signer la lettre collective. Après avoir vérifié que les renseignements donnés par ce journal sont absolument authentiques, nous avons décidé de reproduire cet article, comme les prémisses de la lettre collective.

Jamais au cours de cette épouvantable guerre civile, jamais tout au long de ce trouble des consciences catholiques ne nous est parvenu de la zone rebelle un symptôme aussi expressif et consolant que l'envoi de la copie de cette lettre que nous publions.

LE CARDINAL ARCHEVEQUE DE TOLEDE

Pampelune, 7 juin 1937.

Excellence et ami :

J'ai écrit le 15 mai aux Révérends Métropolitains en les mettant au courant d'une indication que j'avais reçue peu de jours avant du Chef de l'Etat et en demandant leur avis sur la convenance qu'il y aurait à la seconder. La réponse a été affirmative. Par effet de cette indication a eu lieu la rédaction d'un projet de lettre collective de l'Episcopat espagnol aux évêques du monde entier, dont j'ai l'honneur de vous remettre un exemplaire en épreuves d'imprimerie et dont l'objet est, en secondant cette haute initiative,

de donner d'une façon autorisée notre impression sur le mouvement national et spécialement de réprimer et de contrecarrer les opinions et les propagandes adverses qui, jusque dans un grand secteur de presse catholique, ont contribué à former à l'étranger une atmosphère totalement adverse au mouvement, qui s'est répercuté dans les cercles politiques et diplomatiques qui dirigent le mouvement international.

V. Ex. comprendra que le Document est grave et qu'il renferme une responsabilité non légère pour l'Episcopat espagnol. J'ai donné connaissance du projet au Saint-Siège. Aussi je me permets de vous demander de le lire avec attention et de me répondre le plus tôt possible sur les points suivants :

1) Le Document correspond-il, dans son fond et dans sa forme, aux intentions indiquées plus haut et aux exigences d'un Document signé par tout l'Episcopat ?

2) Croyez-vous qu'on doive y introduire des modifications importantes, et lesquelles ? Celles de détail et de style n'intéressent pas.

3) Pour le cas où l'Ecrit mériterait votre approbation, croyez-vous opportun qu'il soit adressé seulement aux Evêques étrangers, dûment traduit, ou convient-il qu'on lui donne une plus ample publicité ?

Vous pouvez donner la réponse brièvement en indiquant seulement les numéros 1, 2, 3 pour éviter des périls de perte. Le Document serait signé par tous.

Grâce à une information copieuse que j'ai de l'étranger je peux vous assurer que, spécialement en Angleterre, en France et en Belgique, prédomine, jusque parmi les catholiques, un criterium contraire au mouvement national, et que même dans les milieux qui nous sont très favorables, on croit nécessaire une liquidation de la guerre par accord entre les parties belligérantes.

Je profite de la conjoncture pour vous dire que le module des rapports diocésains relatifs aux excès de la révolu-

tion, dont j'aurai le plaisir de vous envoyer promptement quelque exemplaire, a été approuvé par le Secrétariat de l'Etat.

En cette occasion il m'est agréable de me réitérer le très affectueux ami et Frère de V. E.

+ I. CARDINAL GOMA.

La main qui, par dissidence tacite, nous remet cette copie est plus faite pour bénir que pour manier une épée agressive ou une plume propagandiste. Et la bague qui l'orne et la qualifie nous prouve d'une façon consolante, en nous exprimant sa sympathie, que tout n'est pas insensé dans le panorama des hautes sphères délirantes; que tout n'est pas mesquin esprit partisan chez les dirigeants, qui pour cela même, pour leur haute situation, doivent être plus près de Dieu que des passions humaines. Il y a encore quelqu'un qui au milieu des ténèbres se sent assisté par la lumière et au milieu des reniements a eu la volonté de se trouver soi-même et de trouver en soi le Christ. Il y a encore qui, dans la terre grise de Castille, a su prier avec le poète classique castillan :

« Donne-moi, Seigneur, la ferme volonté, compagnon et soutien de la vertu: celle qui sait trouver parmi le gouffre la quiétude et la clarté au milieu de la nuit. »

C'est grâce à la réaction de cette haute et ferme conscience catholique qu'arrive en notre pouvoir la copie exacte de la lettre que le Dr. Gomá, archevêque de Tolède et Cardinal Primat d'Espagne, a envoyé aux évêques espagnols pour les pousser à signer la Lettre Collective qui a été expédiée aux évêques du monde entier.

Le texte que nous reproduisons vient à l'appui de ce que nous avons déjà dit dans ces colonnes:

Qu'il s'agit d'une manœuvre de propagande franquiste, au service des rebelles, et non d'un document de mobiles et de fins purement ecclésiastiques.

Qu'il ne s'est pas fait par initiative spontanée de l'épiscopat, mais sur la demande du rebelle Franco, que le Cardinal appelle Chef de l'Etat.

Que l'auteur de la Lettre Collective est le Dr. Gomá, qui a requis par la suite les signatures de tous les évêques qui se trouvent en zone rebelle.

Que tout ceci était la conséquence de l'ambiance adverse que rencontrait la Croisade dans le monde catholique, comme le donnait à entendre le même Dr. Gomá dans sa lettre à l'Archevêque de Gênes.

Maintenant, par la lettre préliminaire que nous reproduisons, nous apprenons quelque chose de plus.

La Lettre Collective, écrite par le Dr. Gomá, fut imprimée avant que la connussent ceux qui devaient la signer. Ces derniers se trouvèrent plus tard en face de ce que nous pourrions appeler un fait accompli: un travail imprimé et un questionnaire captieux auquel ils devaient répondre avec sobriété.

Le Dr. Gomá, avec sa Lettre Collective, s'est bien chargé de sa mission; il a bien servi la rébellion. Nous désirerions qu'il ait servi Dieu avec le même zèle.

(De Euzko Deya, 29 août 1937.)

LA LETTRE COLLECTIVE DES ÉVÊQUES ESPAGNOLS

Après un an de guerre :

Les évêques espagnols ont adressé à leurs frères, les évêques du monde entier, une lettre collective et publique sur la guerre d'Espagne. Le moment est propice. Après un an de guerre, après qu'ils ont vu, de leurs propres yeux, les maux irréparables que la rébellion militaire a causés, ils ont eu le temps de se placer par l'oraison et le recueillement au-dessus des ardeurs et des égarements de la passion politique et partisane.

Eux, les plus authentiques représentants de la divine religion du Christ crucifié, ont vécu l'inquiétude terrible de voir leurs fils convertis en ennemis irréconciliables, se chercher, avec les armes à la main, pour se tuer. Ils ont visité des hôpitaux, secouru les blessés, assisté les mourants dans leur agonie, visité les ruines des villages détruits, consolé les veuves et les orphelins, et toutes ces douleurs accumulées se sont unies, dans leurs cœurs, à l'immense douleur de voir le Christ incompris, persécuté, injurié — et sa religion de paix et de charité convertie en une nouvelle arme meurtrière, de destruction et de guerre.

Devant cette atroce réalité, quelle est la réaction des évêques espagnols? Condamnent-ils la guerre, réprouvent-ils la violence, plaident-ils pour la paix? Que disent-ils, au nom du Christ, aux combattants? Quel est le témoignage qu'ils apportent au monde entier? Leurs paroles vont être crues aveuglément par des millions

d'hommes. Leur influence est si grande à l'intérieur de l'Espagne que, peut-être, il dépend d'eux que la tuerie cesse, et que la guerre s'achève, ou perde une grande partie de son inutile cruauté. Quelle terrible responsabilité est donc celle des évêques espagnols ! Un appel au monde entier, en faveur de la justice, de la liberté et de la paix, une exhortation à la concorde pour ceux qui luttent, et peut-être, la paix —, une paix ferme, sûre, parce qu'elle viendrait de l'intérieur —, renaîtrait en Espagne. Mais que disent, effectivement, les évêques espagnols ?

Les évêques espagnols, en cette occasion, la plus haute qu'ils pouvaient rencontrer, se croient obligés de se laver des reproches que leur ont adressés les catholiques les plus autorisés du monde entier, tiennent à rectifier leurs nombreuses affirmations antérieures, laissent deviner leurs craintes d'un avenir qui leur paraît incertain, font timidement allusion à l'authentique doctrine chrétienne, et au lieu de déduire les conséquences logiques de tout cela, finissent en se déclarant les partisans inébranlables du rebelle Franco, et font de la propagande ouverte et décidée, pour sa cause.

Est-ce l'effet de la coaction de l'autorité militaire ? de la peur ? des convenances ? de la passion politique ? d'une conviction fanatique ? On ne peut juger les intentions, mais il est suffisamment pénible de voir que, lorsque les évêques espagnols comparaissent devant le monde entier, ils le font comme des accusés qui tiennent à défendre leur propre prestige, au lieu de proclamer la pure et simple vérité du Christ.

Les accusations contre les évêques espagnols

Il suffit de reproduire celles qu'ils reconnaissent eux-mêmes, et desquelles ils prétendent se justifier. Au moment où nous sommes, la réalité espagnole est suffisamment connue pour que tout le monde sache jusqu'à quel point ces accusations sont, ou ne sont pas, justifiées.

1° La première à laquelle ils font allusion est celle d' « *un homme politique des plus notoires, écrivant dans une revue étrangère, ne l'attribue (la position de l'Eglise espagnole avant la lutte) rien moins qu'à l'aveuglement des archevêques espagnols, vieillards qui, selon lui, doivent tout ce qu'ils sont au régime monarchiste, et qui auraient entraîné, pour des raisons de discipline et d'obéissance, les autres évêques dans un sens favorable au mouvement national* ». Les évêques espagnols méprisent cette accusation et n'essaient pas de se justifier. Vraisemblablement, il leur eût été difficile de nier qu'ils sont des vieillards, ou qu'ils furent, pour la plupart, promus à leurs dignités au temps de la monarchie. Mais il n'eût pas été superflu d'y adjoindre l'affirmation expresse que tous avaient collaboré à la rédaction de ce document, et avaient eu pleine liberté d'y souscrire. Est-ce que, par hasard, le cardinal Gomà se risquerait à nier que cette lettre a été rédigée sous son inspiration personnelle, et a été ensuite communiquée à tous les évêques, qui devaient donner leur approbation par écrit — ou leurs observations? De plus, est-il possible, dans un régime de terreur comme celui qui est exercé dans la zone de Franco, de s'opposer par écrit à un office national aussi important que celui que suppose la lettre des

évêques? Pourquoi le cardinal de Tarragone, les évêques de Vitoria (1) et de Orihuela, n'y ont-ils pas souscrit? Et combien d'autres évêques auraient-ils opposé leur veto, sans la pression du cardinal-primat, et la contrainte tacite des militaires (2) ?

2° « *D'autres (continuent les évêques) nous accusent d'être téméraires en exposant aux hasards d'un régime absorbant et tyrannique un ordre spirituel de l'Eglise, dont, cependant, nous sommes obligés de défendre l'indépendance* ». Cette fois, l'accusation les a touchés, car ils y reviennent un peu plus loin et disent : « *L'Eglise d'Espagne — lisons-nous dans une revue étrangère — devant le dilemme : être persécutée par le gouvernement de Madrid ou asservie par des hommes représentant des tendances politiques qui n'ont rien de chrétien, a opté pour la servitude* ».

Ils nient cette servitude, mais cette lettre des évêques n'est-elle pas une preuve manifeste que l'Eglise se soumet entièrement à la cause nationaliste? Et de plus, l'encyclique que le Pape a publiée contre le nazisme ne leur a rien appris? Pour quelle raison ne l'ont-ils pas répandue en Espagne? Les évêques espagnols ne con-

(1) « ...Qu'en conséquence, je pourrais signer ce document quand je serais à mon poste, physiquement et personnellement, avec toutes les garanties de liberté et d'indépendance sacrée que réclame le droit canonique pour l'exercice spirituel du ministère et des fonctions épiscopales. » (Lettre de l'évêque de Vitoria, datée du 23 juin 1937, à Frascati (Italie).

(2) Commentant l'accident d'automobile qui a coûté la vie au docteur Echeguren, Evêque d'Oviedo, le « Sud-Ouest » de Bayonne du 26 août, publie un article d'Ignacio Sollube, où l'on trouve ces affirmations :

« Monseigneur Echeguren n'a pas signé de bonne grâce la déclaration de l'Evêché espagnol, et il est bien probable qu'il avait refusé de le faire, malgré que l'on ait mentionné son nom... Pour toutes les circonstances se rapportant à cette mort tragique : la nature de l'accident, le moment si critique, l'enterrement plus que modeste, l'annonce de la mort si laconique et indifférente dans la presse franquiste; pour tout cela, le moins que l'on puisse dire est que la mort de l'Evêque est très mystérieuse, comme celle de tant de prêtres et de religieux qui disparaissent ces temps-ci en Biscaye. »

naissent-ils pas la persécution actuellement soufferte par les catholiques, en Allemagne? Pourrait-on publier, dans la zone rebelle, le discours du Dr. Goebbels contre l'Eglise catholique?

Les évêques espagnols ne craignent pas la servitude, parce que, malheureusement, il y a trop de temps qu'ils vivent sous son joug. Pendant tout le temps de la monarchie, ils se firent les alliés sans conditions d'un Etat corrupteur, qui, en échange d'un budget de culte, exigeait d'eux la soumission et le silence. Ce fut pendant ces temps qu'ils se séparèrent du peuple, et essayèrent de suppléer, par les faveurs officielles, au manque d'une foi profonde et sincère, en ceux qui par routine se disaient catholiques. Ils laissèrent la religion se mystifier, et se convertir en routine, en bureaucratie, en politique et en exploitation.

3° « *On a accusé l'Eglise de s'être défendue contre un mouvement populaire en se fortifiant dans ses temples, occasionnant ainsi leur ruine et le massacre des prêtres.* »

L'accusation est très grave, car si l'accusation était certaine, les prêtres morts ainsi ne seraient pas des martyrs, et l'incendie des églises ne serait, pas davantage, la preuve d'une haine religieuse, sinon que l'un et l'autre de ces faits serait la défense naturelle d'un peuple contre ses agresseurs.

Comment se défendent les évêques? Simplement à l'aide d'affirmations générales, qui ne prouvent rien. Nous les adjurons de dire, si les faits suivants sont vrais ou faux: 1) dans les premiers jours de la rébellion les prêtres et les églises furent absolument respectés; 2) on tira sur le peuple, du haut des églises et des couvents de diverses cités; 3) des armes et des barricades furent trouvées à l'intérieur des églises et couvents; 4) les religieuses, même après les incendies et les tueries, furent presque unanimement respectées. En échange, il est exact d'ajouter qu'ensuite la répression fut exagérée, et qu'avec les coupables, moururent beaucoup d'innocents.

4° « *On accuse l'Eglise d'irréflexion et de partialité pour s'être mêlée d'un conflit qui désunit la nation.* » Les évêques répondent que « l'Eglise s'est toujours mise du côté de la justice et de la paix, qu'elle a collaboré avec les pouvoirs de l'Etat, dans chaque occurrence, pour le bien commun ». Comment peuvent-ils affirmer sérieusement cela les évêques espagnols ? S'ils veulent la paix, pourquoi font-ils la guerre ? S'ils sont du côté de la justice, pourquoi apportent-ils leur aide aux oppresseurs du peuple ? S'ils collaborent avec le pouvoir de l'Etat, pourquoi sont-ils avec les rebelles, contre le gouvernement légitime ? S'ils ne veulent pas prendre parti dans la lutte, pourquoi ont-ils déclaré que cette guerre est sainte, que c'est une croisade, que le sentiment religieux la soutient ? Et pourquoi écrivent-ils cette lettre malheureuse ?


5° « *On dit que cette guerre est une guerre de classes et que l'Eglise s'est rangée du côté des riches.* ». La réalité est si patente que les évêques ne se risquent pas à la nier. Oui, ils sont avec les riches, malheureusement, avec les mauvais riches, sur lesquels l'Evangile jette l'anathème. Pour tranquilliser leur conscience, les évêques recourent à un expédient lamentable : ils nient, tout simplement, que les classes ouvrières aient le droit de rien réclamer. Il y avait, sans doute « quelque relâchement dans l'accomplissement des devoirs de justice et de charité », mais en échange (ajoutent-ils), nous avons « de prospères institutions de bienfaisance et d'assistance, publiques et privées ».

Ici se trouve reflété, avec une clarté totale, l'un des aspects les plus aigus de la véritable et atroce tragédie de l'Eglise espagnole. Car, en ces paroles que les évêques ont écrites, sans se rendre compte de leur importance, comme l'expression de leur conviction la plus profonde, ils mettent clairement en lumière leur incompréhension et leur éloignement des classes populaires. Ils ne croient pas que le peuple puisse demander quelque chose, parce qu'ils ne connaissent pas la ceinture de misère qui entoure les grands centres urbains;

parce qu'ils ne soupçonnent même pas les nécessités des paysans espagnols; parce qu'ils n'ont pas ressenti l'angoisse des jours de chômage dans les foyers ouvriers; parce qu'ils ignorent les statistiques horribles de la tuberculose parmi la jeunesse ouvrière; parce que leur paraissent naturels les humiliations, les mauvais traitements et les souffrances que beaucoup de mauvais patrons font subir à leurs ouvriers; parce qu'il leur importe peu que les mères soient arrachées de leurs foyers et suppléent, par leur travail, à l'insuffisance de la paie de leurs maris; parce que ne les émeut pas le fait que la prostitution, la mendicité et l'alcoolisme soient les recours naturels contre quoi essaient de se défendre des milliers parmi leurs frères; parce qu'ils ne s'affligent pas de l'ignorance à peine croyable qui a régné, jusqu'à présent, en de larges couches de la population ouvrière; parce que, quant à eux, ils trouvent bien qu'une minorité exiguë de privilégiés gaspille, vicieusement, ce dont les autres ont besoin, pour les nécessités les plus strictes d'une vie plus humaine. Qu'elle est douloureuse, la confession des évêques espagnols! Les ouvriers ont des asiles et des hôpitaux: que veulent-ils de plus?

6° « *La guerre d'Espagne — dit-on — n'est qu'un épisode de la lutte universelle entre la démocratie et l'étatisme; le triomphe du mouvement national placerait la nation sous l'esclavage de l'Etat.* » Les évêques s'abstiennent de se prononcer sur ce point et ils s'échappent par la tangeante du danger communiste. Cependant, puisqu'on les en accuse formellement, il semble que c'était là une occasion opportune de donner leur opinion sur les fameux vingt-six points du programme de la « Phalange espagnole », qui ont été dogmatiquement déclarés doctrine nationale (1).

(1) A ce propos, il serait bon de rappeler que le marquis de la Eliseda et ses amis avaient quitté la « Phalange espagnole » au moment où les 26 points du programme de celle-ci avaient été publiés. Ils n'acceptaient pas l'attitude de la Phalange envers l'Eglise car ils se déclaraient plus catholiques que fascistes.



Serait-ce qu'ils ne trouvent, dans ces textes, rien de périlleux? Ne sont-ils pas effrayés, au delà de ce qu'ils disent, par l'influence nazie dont ils sont remplis? Et ne craignent-ils pas que, dans un régime totalitaire, avec les autres libertés, périsse également la liberté religieuse? Est-ce que, actuellement, ils n'ont pas perdu, déjà, une grande partie de leur liberté? Comment se fait-il qu'ils n'élèvent aucune protestation contre les injustices, les violences et les abus, qui, de leur propre aveu, se sont commis dans l'Espagne blanche?

7° « *On impute aux dirigeants du mouvement national des crimes semblables à ceux commis par le Front populaire. L'armée des blancs — lisons-nous dans une revue catholique étrangère des plus sérieuses — recourt à des moyens injustifiables, contre lesquels nous devons protester... L'ensemble d'informations qui nous sont parvenues indique que la terreur blanche règne dans l'Espagne nationaliste avec l'horreur que présentent presque toutes les terreur révolutionnaires... Les résultats obtenus semblent dérisoires par rapport au développement de la cruauté, méthodiquement organisée, et dont les troupes se font gloire.* »

Dans leur réponse, les évêques se contentent d'affirmer, sans preuves, que le journaliste est très mal informé, mais ils doivent reconnaître que « chaque guerre a ses excès, et que le mouvement national en aura eu lui aussi ». Mais ils ne s'en sont pas informés, et ils supposent gratuitement que ces excès se seront commis « par erreur ou du fait des subalternes », et ils s'empres- sent de les expliquer en affirmant que « personne ne peut se défendre en toute sérénité des attaques enragées d'un ennemi sans entrailles ». En tout cas, ils ajoutent que seraient plus grands les excès commis par les « rouges ».

L'argumentation, très discutable en toute autre hypothèse, est franchement inadmissible de la part d'hommes de conscience, comme les évêques. Pour grands et pour nombreux que soient les crimes commis par les « rouges », ce nombre et cette horreur peuvent-ils pré-

tendre justifier les crimes des « blancs » ? Et pourquoi cherche-t-on si bien à atténuer les crimes de ces derniers, quand on traite les rouges de bêtes féroces sans entrailles ? Et comment connaissent-ils si bien les crimes qui ont été commis dans la zone gouvernementale, alors qu'ils ignorent ceux de leur propre territoire ? N'ont-ils pas appris les tueries de Badajoz et de Malaga, les fusillades de Séville et Valladolid, la destruction de Durango et de Guernica ? Pourquoi ne visitent-ils pas les prisons, et n'y ouvrent-ils pas une enquête, parmi les détenus ? Est-ce qu'ils peuvent, en conscience, affirmer qu'il n'y a pas eu des milliers et des milliers d'exécutions, sans jugements d'aucune sorte (1) ? Et comment leur conscience ne se soulève pas d'indignation devant le fait, qu'ils reconnaissent eux-mêmes, qu'on a tué « par erreur » des hommes innocents ? Peuvent-ils trouver bon un régime dans lequel des subalternes s'arrogent le droit de tuer les citoyens ? Et quel est cet ordre, dans lequel des subalternes peuvent disposer de la vie des autres, sans qu'ils soient immédiatement châtiés ? Ne sont-ils pas

(1) S'ils voudraient essayer de le nier, il suffirait de leur rappeler la circulaire adressée par l'Inspection provinciale de la santé publique de Burgos, dont le texte est le suivant :

Inspection sanitaire de la province

(Circulaire)

« Par ordre de Son Excellence Monsieur le gouverneur civil de la province, il est porté à la connaissance de Messieurs les maires que, pour l'application de l'ordonnance concernant l'enterrement des cadavres abandonnés dans la campagne, ils doivent requérir l'aide de Messieurs les médecins et pharmaciens titulaires, surtout en ce qui concerne la désignation des emplacements où doivent se faire lesdits enterrements, tenant compte qu'ils doivent se faire loin de toutes sources, puits ou cours d'eau, même si ces derniers ne servent pas à la boisson, afin d'éviter qu'ils soient contaminés.

« Messieurs les maires et fonctionnaires de la Santé (hygiène) devront mettre à exécution ces ordres avec le plus grand zèle et rapidité.

« Burgos, 18 août 1937.

« L'inspecteur sanitaire de la province : **Pedro Gonzalez.** »

(« Diario de Burgos », 20 août 1937.)

émus par la panique qui s'empare de la population civile, qui préfère fuir les villes avant que n'arrivent les Maures et les légionnaires ? Et ne connaissent-ils pas davantage les procédés employés, selon les détails donnés par Queipo de Llano à Radio-Séville, pour imposer l'ordre à l'arrière ?

8° « Répondons ici à une objection qu'une revue étrangère fait au sujet des prêtres assassinés, et qu'on pourrait étendre à toutes les victimes de cet immense bouleversement social que subit l'Espagne. Elle peut ainsi se résumer : si le soulèvement ne s'était pas produit, la paix publique n'aurait pas été altérée. « Malgré les désordres commis par les rouges, lisons-nous, il est indéniable que si Franco ne s'était pas révolté, les centaines ou les milliers de prêtres qui ont été assassinés auraient conservé la vie et continué à faire œuvre de Dieu dans les âmes. » Que répondent les évêques à ce terrible reproche que leur lance le monde civilisé ? Car c'est une vérité manifeste qu'avant la rébellion militaire, la vie de tous les prêtres fut absolument respectée ; et que, s'ils ont été assassinés ensuite, c'est que le peuple, à tort ou à raison, les croyait alliés ou complices des militaires révoltés. Bien plus, les jours pendant lesquels succombèrent à Madrid le plus grand nombre de prêtres furent justement ceux où commencèrent à être connues les premières manifestations des évêques en faveur des rebelles.

Les évêques se réfugient à nouveau, dans l'habituel argument : qu'il y avait « un minutieux projet de révolution marxiste », que c'est une « chose prouvée par les documents », mais ils ne donnent de cela aucune preuve, si ce n'est je ne sais quelles déclarations anarchistes faites par la radio. La documentation ne pouvait que faire défaut, puisque, depuis un an de guerre, il a été démontré qu'il n'existait aucun projet d'aucune sorte, et puisque le Gouvernement a dû tout improviser, depuis l'armée jusqu'aux services les plus humbles de l'arrière. Durant les premiers jours, le peuple organisa sa défense, comme il sut et comme il put, et ensuite, les gou-

vernants ont dû organiser, avec un effort gigantesque, le reste de la nation, que les militaires soulevés avaient mis en péril de mort.

Pauvres évêques espagnols, attelés à la triste tâche de justifier le régime qu'ils servent, sans se rendre compte que leur attitude les oblige à couvrir les crimes, et à s'en rendre complices — des crimes qu'ils n'osent ni condamner, ni éviter!

Les craintes des évêques

Malgré leur défense passionnée, les évêques ne sont pas tranquilles. Ils se sont liés indissolublement à la rébellion, et regardent l'avenir avec crainte. Ce n'est pas qu'ils craignent les conséquences que, pour l'avenir du catholicisme, peut avoir leur attitude partisane, ni le gouffre qu'ils ont ouvert entre eux et le peuple, ni l'abandon religieux dans lequel se trouvent les fidèles des régions gouvernementales.

Ceux-ci écoutent aujourd'hui pour la première fois la voix de ses évêques sous la forme d'une violente déclaration de guerre au gouvernement, auquel, comme catholiques, ces fidèles ont le devoir d'obéir.

Leur crainte naît du sort qui peut échoir à l'Eglise, même dans le cas où la rébellion triompherait : « *Quant à l'avenir — confessent-ils — nous ne pouvons préjuger de ce qui se passera après la guerre* ». C'est-à-dire qu'ils font courir, actuellement, à l'Eglise une aventure de laquelle elle pourra sortir bien ou mal. Et, naturellement, leurs craintes sont loin d'être dissipées par la funeste influence étrangère qui pèse sur les dirigeants de la rébellion. Leurs paroles sont timides, mais très significatives à ce sujet : « *Nous nous fions à la prudence des hommes du gouvernement, qui ne voudraient pas accepter de moule étranger pour l'Etat espagnol futur* ». Sur quoi appuient-ils leur confiance ? N'est-elle pas, déjà, surabondamment claire, l'influence des Allemands et des Italiens ? Et si aujourd'hui même, en pleine guerre, alors qu'ils ont tant besoin de l'aide de l'Eglise, ils ont fusillé des prêtres, détruit des églises, et presque exterminé un peuple catholique, le peuple basque, parce qu'il n'a pas

voulu se soumettre à la rébellion, que feront-ils demain quand ils pourront se passer d'alliés gênants ? N'est-il pas suffisamment clair le cas de l'Allemagne ?

D'autre part, parmi les Espagnols eux-mêmes qui font partie active de la rébellion, les évêques trouvent de suffisants motifs d'inquiétude : « *La vie est plus forte que les programmes* — disent-ils — *et un homme d'Etat prudent n'en imposera pas un qui violente les forces intimes de la nation* ». Il y a, à n'en pas douter, un programme de violation de ces forces intimes, et comme parmi elles les évêques placent avant tout la religion et le sentiment traditionnel, il y a même un programme, de l'un des partis rebelles, qui va à l'encontre de la religion et de la tradition. Devant ce péril certain, les évêques s'en remettent à *la vie* et à *la prudence* des gouvernants et font appel à elles pour que les « requetés » ne soient pas anéantis par les phalangistes.

Les évêques ne cachent pas leurs sympathies pour les premiers, et ils écrivent ces paroles, dans lesquelles transparaît un avertissement sérieux : « Nous serions les premiers à déplorer que l'autocratie irresponsable d'un Parlement fut remplacée par l'autocratie plus terrible d'une dictature mise au-dessus de la nation. Nous gardons la légitime espérance qu'il n'en sera pas ainsi... Ce serait une erreur de briser la trajectoire spirituelle du pays, et l'on ne doit pas croire que nous en arriverons là ». Les évêques pourront-ils, avec leurs lamentations et leurs espérances, arrêter la violente poussée des phalangistes ?

Cependant, même en dehors des partis, le panorama que découvrent les évêques espagnols n'est pas très flatteur. « Nous ne voulons risquer aucun présage, disent-ils. Nos maux sont des plus graves. Le relâchement des liens sociaux; les mœurs d'une politique corrompue; la méconnaissance des devoirs civiques; l'inachèvement d'une conscience vraiment catholique; la division spirituelle en ce qui concerne la solution de nos grands problèmes nationaux; l'élimination, par l'assassinat, de milliers d'hommes choisis, appelés par leur état et leur

formation à l'œuvre de reconstruction nationale; les haines et la disette qui sont la conséquence de toute guerre civile; l'idéologie étrangère qui, régnant sur l'Etat, tend à l'écarter de l'idée et des influences chrétiennes : voilà autant de difficultés dans le travail de refaire une Espagne neuve, greffée sur le tronc de notre vieille histoire, et vivifiée par sa sève. »

Voici donc la confession de ce que, même dans le cas problématique d'une victoire des rebelles, avec lesquels ils se sont liés, les évêques ne seront pas sûrs de voir se réaliser leurs désirs. Ils se sont placés dans la lutte, sans avoir la sécurité élémentaire que l'Eglise soit respectée. Maintenant, déjà, il leur faut supplier, espérer, menacer, pour que le triomphe éventuel ne se retourne pas contre eux. Ils émettent tous leurs jugements, avec une grande peur de s'égarer. En cela, pour le moins, ils sont discrets. Mais (et ceci est la grande conséquence qu'il nous importe de mettre en lumière), quand on formule un jugement, avec toutes sortes de réserves, car on court le risque de se tromper, en réalité, on ne fait que d'esquisser une *opinion*, c'est-à-dire une probabilité. Si donc les évêques se contentent, en cette matière, d'une opinion, qui ne peut être que probable, leur opinion ne peut obliger les catholiques, qui gardent leur pleine liberté d'avoir un sentiment distinct de celui de leurs évêques. Bien plus, puisque les évêques se contentent d'« opiner », ils n'exercent pas leur magistère, et partant, ils ne parlent pas en tant qu'évêques. En rigueur de termes, la lettre dont nous parlons n'est pas une lettre des évêques espagnols, mais plutôt de messieurs qui ont nom : Isidore, Eustache, Prudence, — lettre qui donne l'impression qu'ils sont, en même temps, évêques en Espagne. Triste impression, d'ailleurs, car sans être décisive au point de priver leurs fidèles de liberté, elle est assez puissante pour compromettre l'Eglise, en la faisant, en ses représentants naturels, l'ennemie du peuple, et en l'attachant fanatiquement à des militaires en révolte.

Les rectifications des évêques

Comme ils parlent de ce qu'ils n'arrivent pas à voir clairement, il n'est pas rare qu'ils se trompent et se voient obligés de rectifier. Ils font, non seulement une, mais de nombreuses rectifications au fameux écrit publié par le cardinal Gomá sous le titre : « Le cas de l'Espagne ». En cet écrit, le cardinal de Tolède lançait de tranchantes affirmations : « Au fond, on doit reconnaître, dans cette guerre, l'esprit d'une véritable croisade pour la religion catholique. » « Otez la force du sentiment religieux, et la guerre actuelle n'a plus d'âme. » « La guerre serait perdue pour les rebelles sans le stimulant divin qui a fait vibrer l'âme du peuple chrétien, enrôlé pour la guerre. »

Aujourd'hui, dans un nouvel écrit, confirmé tout d'abord par le même cardinal Gomá, ce dernier rectifie ouvertement le précédent, et il reconnaît que cette guerre n'est pas une croisade, et que l'Eglise n'en prend pas la responsabilité. Ses paroles sont : « C'est pour cela que l'Eglise, tout en étant la fille du Prince de la paix, bénit les emblèmes de la guerre et qu'elle a fondé les ordres militaires et organisé les croisades contre les ennemis de la foi. *Ce n'est pas notre cas.* L'Eglise n'a pas voulu cette guerre, elle ne l'a pas du tout cherchée ».

Il importerait d'ajouter encore, pour que la vérité ne fût pas mutilée, que l'Eglise n'a pas voulu cette guerre, avant qu'elle éclatât, et ne la veut pas davantage actuellement; qu'elle ne l'a pas plus cherchée, avant, qu'elle ne la soutient aujourd'hui. Car telle est, en effet, l'authentique position de l'Eglise, bien que ne la partagent pas les évêques espagnols. Précisément parce qu'ils ne le proclament pas clairement, il leur sera si

difficile de prouver qu'il fausse la réalité, celui « qui accuse l'Eglise d'avoir provoqué la guerre, ou d'avoir conspiré en sa faveur ou même seulement de n'avoir pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour l'éviter ». Comment vont-ils pouvoir convaincre les autres, alors que leur propre lettre est l'un des actes les plus manifestes de belligérance de la guerre présente ?

Ils rectifient également le nombre de prêtres tombés, victimes de la révolution. On avait dit au début qu'ils étaient 16.000. Le cardinal Gomá assura ensuite, en des déclarations qui firent le tour du monde, qu'il y en avait eu plus de 10.000. Et aujourd'hui, les évêques affirment, timidement, et donnent le chiffre pour exact, qu'il n'y en a eu que 6.000, environ. Cela est-il sérieux ? Ne devrait-on pas avoir plus de respect pour le sang répandu, et ne pas s'en servir comme d'un argument politique ?

Il y a également une légère rectification dans l'attitude des évêques à l'égard du gouvernement légitime. Aujourd'hui, ils reconnaissent qu'il s'efforce d'imposer l'ordre et la sécurité : « La faction contraire — disent-ils — *malgré tous les efforts de ses hommes de gouvernement*, n'offre aucune garantie de stabilité politique et sociale ». La rectification serait plus complète si les évêques avaient pensé que le principal obstacle à la pleine efficacité des efforts du gouvernement est précisément la rébellion militaire, qu'ils fomentent et qu'ils appuient.

Les rectifications seront-elles, désormais, achevées ? N'auront-ils pas à écrire, dans six mois, une nouvelle épître, dans laquelle ils rectifieront quelques-unes des affirmations qu'ils font aujourd'hui ? Car ils se trouvent engagés sur une pente rapide, qui les conduira beaucoup plus loin qu'ils ne pensent. Ainsi, presque une ligne après avoir écrit : « Par un naturel réflexe de défense et pour des considérations de caractère international, *des hommes et des armes d'autres pays étrangers sont venus aider l'Espagne traditionnelle* », ils ajoutent : « Le mouvement national a déterminé un courant d'amour

qui s'est concentré autour du nom et de la substance historique de l'Espagne, *en rejetant les éléments étrangers qui avaient causé sa ruine* ».

Ne s'apercevront-ils pas, demain, que ces éléments du dehors, qui les ruinent, sont les mêmes qui sont venus en aide à l'Espagne traditionnelle?

Et, dans un autre ordre d'idées, est-ce que vraiment, s'est produit « dans l'âme nationale une réaction d'ordre religieux, correspondant à l'action nihiliste et destructrice des « sans-Dieu » ? Pourquoi ? Prendra-t-on pour de la religion l'exhibition, le fanatisme, l'ostentation officielle, l'agressivité avec lesquels, dans la zone rebelle, le culte est pratiqué ? Est-ce de la religion que d'obliger les prisonniers à communier, de porter de grands crucifix parmi les cartouchières et les pistolets, de béatifier le général Mola, exterminateur des catholiques basques, de remplir la poitrine des maures de scapulaires et de médailles, d'entrelacer sur les cartes postales la Vierge del Pilar et le général Franco, et de convertir les obligations religieuses en simples devoirs politiques ?

Peut-être que, demain, les évêques ne penseront pas comme aujourd'hui, qu'ils assistent à « une véritable explosion de charité, dont le sang de milliers de citoyens, répandu au cri de : « Vive l'Espagne ! », « Vive le Christ-Roi ! », est comme l'expression suprême ». Car ce sang appartenait, en beaucoup de cas, à des militaires qui, manquant à leur parole d'honneur, s'étaient soulevés contre leur gouvernement légitime, et mouraient, avec dans leurs mains les armes qui avaient servi à tuer leurs frères. La trahison et l'assassinat sont une « explosion de charité » ! Il y aura, certainement, une nouvelle rectification à faire.

De même, ils ne pourront plus soutenir, demain, la première de leurs conclusions. « L'Eglise — écrivent-ils — malgré son esprit de paix, et quoiqu'elle n'ait voulu ni provoquer la guerre, ni même y collaborer, *ne pouvait pas rester indifférente dans la lutte* », mais elle doit désirer le triomphe du mouvement national. L'Eglise ne pouvait rester indifférente dans la lutte, parce qu'elle s'était

sentie profondément déchirée et blessée par la guerre que ses fils se faisaient entre eux, parce qu'elle devait comprendre que ses négligences et faiblesses passées étaient une des causes de la guerre présente; parce que son esprit de charité et de sacrifice devait la porter à s'interposer entre les combattants pour éviter la mort de tant de ses fils, et la destruction de la patrie; parce qu'elle devait se maintenir toujours fidèle à sa doctrine, qui lui demande de rester soumise au pouvoir légitime, même si elle est persécutée et martyrisée par lui; — parce qu'était arrivé le temps propice pour rechristianiser le peuple, en vivant et en mourant avec lui, quand il était assassiné par des militaires et des maures, par des Italiens et des Allemands. Non, l'Eglise ne pouvait pas rester indifférente dans la lutte sans se nier elle-même. Mais sortir de son indifférence pour s'allier à la rébellion est le premier cas qui sera enregistré dans l'histoire du christianisme. Et cela constitue un tel scandale que toutes les rectifications des évêques ne pourront déjà plus le dissiper.

La doctrine des évêques

Tout ce que disent les évêques n'est pas sujet à rectification. Parfois, ils arrivent à surmonter la passion partisane, et alors ils répètent la doctrine authentique de l'Eglise. Dans leur lettre, il est des enseignements aussi catégoriques que ceux-ci : « Qu'on sache, avant tout, ceci (puisque la guerre a pu être prévue dès qu'on attaqua avec violence et sans aucune mesure l'esprit national) : l'épiscopat espagnol a donné, depuis 1931 jusqu'à présent, les exemples les plus élevés de prudence apostolique et civique. *Se conformant à la tradition de l'Eglise et suivant les règles dictées par le Saint-Siège, il se rangea résolument du côté des pouvoirs constitués, avec lesquels il s'efforça de collaborer pour le bien commun.* Et malgré les offenses répétées faites aux personnes, aux choses et aux droits de l'Eglise, il persista dans son ferme propos de ne pas troubler le régime de concorde établi auparavant. *Etiam dyscolis.* Aux vexations, nous avons toujours répondu par l'exemple de l'humble soumission, dans tous les cas où cela nous était possible; par des protestations graves, raisonnées et apostoliques quand c'était notre devoir; et en exhortant sincèrement et souvent nos ouailles à la soumission légitime, à la prière, à la patience et à la paix. Et le peuple catholique nous a suivis; ce qui prouve que notre intervention est un facteur efficace de concorde nationale dans les moments de profonde commotion sociale et politique. »

Et c'est parce que les évêques enseignèrent effectivement ces choses, qu'il y eût tant de catholiques qui firent de la soumission aux pouvoirs légitimes la clef de leur conduite politique. C'est pourquoi l'étonnement des catholiques fut si grand, quand éclata la rébellion, quand ils s'aperçurent que, politiquement, ils se trouvaient être contre leurs évêques, dans la mesure où ils restaient fidèles à leurs enseignements. Pourquoi donc la doctrine qui s'appuie sur la tradition constante de l'Eglise et les règles du Saint-Siège, fut-elle oubliée par les évêques, à un moment déterminé? Pourquoi cessèrent-ils d'être, alors qu'il le fallait davantage, un facteur de concorde nationale, et s'allièrent-ils aux militaires révoltés? Quel aurait été l'avenir du catholicisme en Espagne, et même le sort de tant de prêtres tombés, si les évêques, au lieu de proclamer la guerre sainte, avaient continué d'exhorter leurs fidèles « à la soumission légitime, à la patience et à la paix » ?

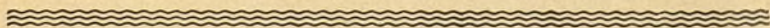
Eux-mêmes, ils reconnaissent que c'était là leur devoir. « Quand la guerre éclata — déclarent-ils — nous l'avons déploré plus que personne, car la guerre est toujours un mal des plus graves, bien rarement compensé par un bien problématique et parce que notre mission est toute de réconciliation et de paix : *Et in terra pax*. Dès son commencement, nous avons prié le ciel pour qu'elle cessât. A cette heure, nous répétons les paroles de Pie XI, en un moment où la défiance mutuelle des grandes puissances risquait de déchaîner la guerre sur l'Europe : « Nous invoquons la paix, nous bénissons la paix, nous prions pour la paix ». Dieu nous est témoin des efforts que nous avons faits pour réduire les dégâts qui en sont toujours la conséquence. A nos vœux de paix, nous joignons notre pardon généreux pour nos persécuteurs, et nos sentiments de charité pour tous. Et nous répétons sur les champs de bataille, à nos fils de l'une et l'autre faction, la parole de l'Apôtre : « Le Seigneur sait combien nous vous aimons tous en Jésus-Christ ».

Mais s'ils aiment tant la paix, pourquoi font-ils la guerre? Et pourquoi, quand éclata la rébellion, ne la condamnèrent-ils pas et ne tentèrent-ils pas de l'étouffer, au lieu de l'aider et de la bénir? Et pourquoi, maintenant, au lieu de faire un appel pour la paix, font-ils acte de belligérance, en défendant désespérément le rebelle Franco? Quelles initiatives ont-ils prises en faveur de la paix, et quels sacrifices sont-ils disposés à consentir pour l'obtenir? Et s'il est vrai qu'ils aiment ceux de l'un et l'autre bord, pourquoi agissent-ils comme s'ils haïssaient ceux d'un parti? Pourquoi ne s'efforcent-ils pas de les comprendre, de leur rendre justice, de leur éviter les maux très graves qui dérivent de la guerre? Et en ce même moment où le Gouvernement de Valence entre décidément dans la voie de la liberté des cultes, et autorise les prêtres à célébrer la messe, pourquoi répondent-ils à cette intention de pacification religieuse par cette lettre agressive?

« Dieu sait que nous aimons nos frères en Jésus-Christ — déclarent-ils — et que nous pardonnons de bon cœur à tous ceux qui, sans savoir ce qu'ils faisaient, ont causé de si graves dommages à l'Eglise et à la patrie. Ce sont nos fils. Nous invoquons, devant Dieu, et en leur faveur, les mérites de nos martyrs... » « Priez pour que, dans notre pays, s'éteignent les haines — demandent-ils aux évêques du monde entier — se rapprochent les âmes et que nous devenions tous une seule famille unie par la charité. »

Mais ne serait-il pas beaucoup mieux qu'ils commençassent eux-mêmes à faire un peu de ce qu'ils demandent aux évêques étrangers? Si tous sont leurs fils, pourquoi n'ont-ils aucune parole de pitié pour ceux qui sont morts, dans l'autre camp, sur les champs de bataille, et qui défendaient ce qu'ils croient être une cause juste? Et s'ils se souviennent de leurs martyrs, pourquoi ne se souviennent-ils pas des milliers d'ouvriers qui ont été assassinés, à l'arrière, par leurs alliés? Et s'ils veulent que disparaissent les haines, pourquoi ne commen-

cent-ils pas par se laver de celle dont leur lettre déborde pour les gouvernementaux? S'ils cherchent le rapprochement des âmes, pourquoi ne font-ils pas un essai d'union en invoquant la charité chrétienne en faveur des orphelins innocents que la rébellion militaire a laissés sans foyer et confiés à la générosité étrangère? Ah! si les évêques espagnols pouvaient être émus profondément par ce qu'ils disent eux-mêmes!



borde
ppro-
essai
aveur
lais-
? Ah!
ondé-

Les témoignages des évêques

Mais il semble que les préoccupe beaucoup plus le fait qu'on n'ait pas « compris » leurs « souffrances ». *« On ne nous a même pas fait l'honneur de nous considérer comme des victimes. »* Et pour que le monde les considère comme tels, ils donnent leur témoignage; témoignage qui, déjà par ce seul fait, serait suspect. Ils ne prétendent pas exposer, franchement et simplement, la vérité, mais plaider leur cause personnelle.

Le témoignage avec lequel ils essaient de se défendre porte sur deux points: les antécédents de la guerre et les caractères que celle-ci présente, de l'un et de l'autre côté. Pour les évêques, les antécédents de la guerre sont: 1° la législation laïque de la république; 2° les excès commis en mai 1931, en octobre 1934, et de février à juillet 1936; 3° la falsification du résultat des élections de février, qui donnèrent la victoire au Front populaire; et 4° l'influence de la Russie.

Pour les évêques, comme on l'a vu, n'ont eu aucune influence, ni dans la genèse de la guerre, ni en son développement, des faits aussi significatifs que les suivants: 1° la haine profonde que professaient contre le régime républicain les capitalistes, aristocrates, militaires, propriétaires terriens, et eux-mêmes, secondés par une grande partie du clergé et la presque totalité des Ordres religieux.

2° La répression de la révolution des Asturies, dans laquelle, non seulement, furent fusillés, sans procédés judiciaires de nulle sorte, des milliers d'ouvriers; mais encore, dans toute l'Espagne, sous prétexte de repré-

sailles, on condamna à la grève forcée et à la faim, une grande partie de la population ouvrière.

3° La politique folle des droites, sous la direction de Lerroux-Gil Roblès, qui, pendant que l'on ne tenait aucun compte de presque toutes les réformes sociales qu'avaient promu la République, donnèrent l'exemple des cas les plus graves d'immoralité publique qu'ait eu à enregistrer la vie politique espagnole.

4° L'intervention directe et active de l'Eglise dans la politique, avec pour motif les élections de février. Comme preuve de cela, voici seulement deux faits : presque tous les évêques publièrent des lettres pastorales contre le Front populaire; les ordres religieux eux-mêmes, sortirent des couvents où ils étaient cloîtrés pour voter contre le Front populaire.

5° L'attitude franchement subversive des phalangistes, qui organisèrent des émeutes, des attentats, des grèves, des batailles... et qui se disposèrent à obtenir par la force ce que leur avait refusé la volonté populaire.

6° La légitime aspiration de la classe ouvrière à occuper, dans la direction politique et sociale de la nation, la place à laquelle elle a droit, par ses effectifs et sa capacité, et par sa contribution au bien commun.

7° L'abandon, la trahison, la couardise, la négligence des classes dirigeantes, préoccupées seulement de conserver leurs privilèges, et disposées toujours à s'opposer par tous les moyens en leur pouvoir à l'émancipation économique et politique du peuple. La société espagnole était franchement désorganisée, et la République avait changé le régime politique, sans modifier profondément l'organisation pourrie qui était dessous.

A ces causes, on pourrait en ajouter d'autres, beaucoup d'autres, car les origines de la guerre sont beaucoup plus complexes que ne le croient les évêques espagnols. Mais si nous nous en tenons à ce qu'ils en disent,



il faut constater : 1° que la législation laïque de la République (en grande partie parfaitement admissible du point de vue catholique, puisque c'est la même qui est en vigueur en de nombreux pays en relations d'amitié avec le Saint-Siège) ne fut jamais appliquée en Espagne, où le culte se célébrait avec une totale liberté, et où même les ordres religieux continuèrent l'enseignement, avec seulement quelques légères modifications de pure forme; 2° que les incendies des églises en mai 1931 furent la réaction naturelle du peuple contre la lettre-pastorale monarchiste du Cardinal Segura, et ne durèrent que deux ou trois jours, sans qu'aucun mal fut fait aux personnes. La révolution des Asturies fut un jeu d'enfant, si on la compare à la féroce répression qu'en fit le Gouvernement des droites. Et les troubles de février à juillet 1936 sont, même en admettant les chiffres donnés par les évêques, incomparablement moins sanglants qu'un seul jour de la guerre actuelle — qui dure déjà depuis plus d'un an; 3° que le résultat des élections fut librement discuté au Parlement, où il y avait environ 200 députés de droite, et que aucun d'entre eux n'a récusé le Gouvernement comme illégitime, mais que tous le reconnurent comme l'organe authentique du pouvoir public; 4° que pour prouver l'influence russe dans les origines de la guerre, il ne suffit pas de dire: « *Au début du triomphe du Front populaire*, le Komintern décrétait la révolution espagnole et la finançait massivement ». Nous ignorons les activités du Komintern, mais il est bien clair que précisément au moment où le triomphe du Front populaire lui assurait le pouvoir, il n'était pas très opportun de déclencher une révolution. De plus, est-ce que la tactique de la création d'un Front populaire n'implique pas le renoncement à la révolution, afin d'obtenir, à l'intérieur de la loi, et par des moyens légaux, de continuer la propagande et d'influer sur la législation?

Il est pénible de voir que, lorsque les évêques se mettent à argumenter sur des faits, ils se fient à des informations tendacieuses, partisans, anecdotiques, qui, pour le moins, défigurent la vérité et cachent soigneuse-

ment ce qui ne leur convient pas. C'est ce qui arrive, également, à propos du témoignage qu'ils donnent sur les caractères de la guerre. Les évêques disent, en effet, que, de la part des gouvernementaux, c'est « une exception dans l'histoire de l'humanité », « une hécatombe préméditée », « très cruelle, inhumaine, barbare, allant à l'encontre du droit des gens, antiespagnole et anti-humaine ». En échange, au sujet de la rébellion militaire, ils affirment que c'est « un mouvement national, qui a fortifié le sentiment de la patrie, qui a assuré l'ordre et ne se risquant plus à nommer ce mouvement chrétien, ils disent qu'à l'intérieur de lui « s'est produit le phénomène merveilleux du martyre ».

Si la passion fanatique des évêques était moins aveugle, ils s'apercevraient que presque toutes les épithètes sont parfaitement transportables d'un camp à l'autre. Barbare, en effet, cruelle et inhumaine, anti-espagnole, atroce et exceptionnelle est la manière qu'ont les militaires de faire la guerre et d'imposer leur ordre, cet « ordre » fameux, à l'arrière. Les évêques en savent quelque chose, puisqu'ils écrivent des paroles comme celles-ci : « *A Majorque, il n'en est mort dans l'impénitence (parmi les communistes fusillés) que 2 % ; dans les régions du Sud, pas plus de 20 %, et dans celles du Nord, peut-être 10 %* ».

Pourquoi les évêques ne sont-ils pas plus explicites sur un point aussi significatif ? Pourquoi ne donnent-ils pas les chiffres exacts, au lieu de se limiter à ce pourcentage ? Pourquoi ces hommes furent-ils assassinés à l'arrière ? Quels furent leurs crimes, et quel tribunal les condamna ? Pourquoi les évêques ne disent-ils pas que pour faciliter leur « conversion », on leur faisait croire qu'on leur laisserait la vie, s'ils se confessaient, et on les fusillait ensuite. Il est grand dommage que les évêques ne puissent ou ne veuillent compléter, là-dessus, leur témoignage ! Car, sur tous ces sujets, ils pourraient fournir des renseignements précis. En échange, ils ignorent complètement les crimes que les militaires ont commis, dans la zone rebelle, et ne savent pas que leur

« mouvement national » a détruit presque complètement la nation, et que ceux qui « fortifièrent le sentiment de la patrie » ont utilisé des troupes marocaines, des avions italiens et allemands, pour que se réveille dans le peuple, avec plus de violence et plus de force que jamais, le sentiment de l'indépendance nationale; et que s'il y a des martyrs d'un côté (question très douteuse, qui serait à prouver), de l'autre, il y a des milliers de héros qui sacrifient leur vie pour la liberté et l'indépendance de la patrie.

Au lieu de s'informer sérieusement, les évêques préférèrent donner comme exactes les informations de la propagande factieuse, et ils en arrivent à des faussetés manifestes, quand ils affirment que « *les fameuses collections d'art de la cathédrale de Tolède, du Palais de Liria et du Musée du Prado ont été ignominieusement pillées* ». Alors que fut admiré en Espagne et à l'étranger le soin affectueux avec lequel, même durant les jours de l'exaltation révolutionnaire, le peuple de Madrid veilla sur les trésors artistiques du palais de Liria et du musée du Prado, dans lesquels il n'y a pas eu d'autres ruines que celles causées par les avions rebelles, quand la guerre fut depuis longtemps engagée.

On s'indigne, et on a le droit de plaindre les évêques, de suivre un tel chemin, qui n'est pas le leur. La question devrait les obliger de se placer sur un autre terrain : est-elle licite, ou non, la rébellion contre le pouvoir légitime ? Les catholiques peuvent-ils demeurer avec le peuple, fidèles au gouvernement, ou bien doivent-ils s'allier aux rebelles et à la rébellion ? Peuvent-ils défendre leur liberté et leur indépendance, ou doivent-ils se soumettre à l'oppression et à l'invasion étrangère ? Peuvent-ils, devant leur conscience, légitimer la trahison des généraux, leur désir de substituer au droit la force et les horreurs que leur révolte a causées ? Est-elle de paix ou de guerre, la mission de l'Eglise ? Qu'est-ce qui est préférable : le martyre, ou bien l'usage de la violence ? Le christianisme est-il haine ou amour ? Les égarés, doit-on les convertir ou les exter-

miner ? Les évêques sont-ils les représentants du Christ ou les agents de propagande de Franco ?

Devant le monde, qui déjà les a jugés, les évêques espagnols élèvent de nouveau leur voix belliqueuse. Que Dieu ait pitié de l'Eglise d'Espagne !

UN GROUPE DE PRÊTRES ESPAGNOLS.

(Traduction de l'espagnol de ROLLAND-SIMON.)

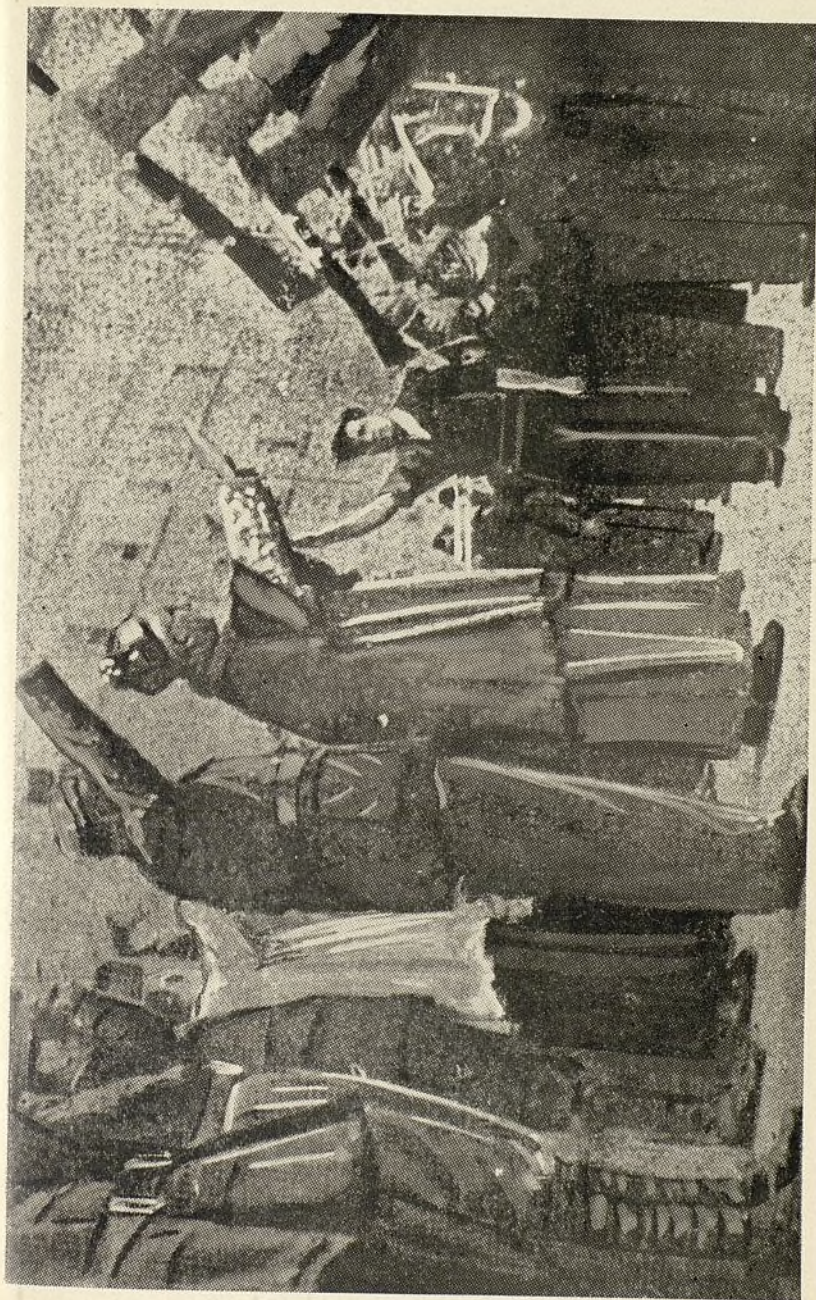


Christ

èques
e. Que

s.

(.)



Ayuntamiento de Madrid

Imprimerie Centrale
5, Rue Erard, 5,
P A R I S (XII^e)

